



CNRS-INSERM
INRIA-IRD-INED-IRSTEA

Les fossoyeurs de la recherche fondamentale

Les organismes publics de recherche n'ont plus les moyens de leurs missions, notamment celles de développer la recherche fondamentale. Pour montrer aux dirigeants politiques nationaux et locaux l'importance d'une recherche non finalisée pour les sciences de la vie et la nécessité de l'accroissement de son financement, les Directions du CNRS, de l'Inserm, de l'Inra et du CEA se fédèrent pour rédiger un livre blanc intitulé « *Etonnant vivant. Découvertes et promesses du XXI^e siècle* ». Les PDG des organismes et la directrice de l'INSB ont présenté leur initiative lors d'une conférence de presse où ils ont affirmé la nécessité de mener des projets à long terme. « *La recherche finalisée est nécessaire, mais ne nous enfermons pas dans la recherche programmée, laissons la place au long terme et à la prise de risque* ».

On croit rêver ! Comment osent-ils se présenter comme les défenseurs de la recherche non finalisée alors qu'ils en sont les fossoyeurs. Ce sont bien eux qui mettent en œuvre la politique dite de l'innovation et du transfert consistant à **mettre la science au service de la compétitivité des entreprises**. Les Présidents directeurs généraux du CNRS et de l'Inserm ont défendu le « contrat d'objectifs » du CNRS et celui « d'objectifs et de performance » de l'Inserm devant leurs Comité technique et Conseil d'administration respectifs. Ils ont ainsi restreint les programmes de recherche de leurs établissements au cadre de 10 défis dits sociétaux définis dans la stratégie nationale de recherche pour laquelle l'important n'est pas de faire avancer les connaissances mais de « stimuler l'écosystème d'innovation et apporter une réponse R&D adaptée à chaque grand défi sociétal identifié, en fonction des retombées économiques qu'ils pourront générer ».

Ce sont toujours ces Directions qui veulent inculquer aux Directeurs d'unité la culture managériale afin de les transformer en petits dirigeants d'entreprise.

Ce sont encore elles qui ont prôné l'externalisation des financements des laboratoires vers l'Agence Nationale de la Recherche et le développement de la précarité, perdant ainsi la majeure partie de leurs prérogatives sur leur politique scientifique et l'emploi. Malheur aux chercheurs et aux équipes dont les thématiques de recherche n'entrent pas dans les défis de la stratégie nationale de recherche!

La finalisation à outrance conduit dans les sciences de la vie à tout ramener à l'innovation thérapeutique, cela se traduit dans la stratégie nationale de recherche par l'intitulé surprenant du volet concernant les sciences de la vie « Santé et bien-être », qui est loin de couvrir l'ensemble des disciplines de la biologie. Cette stratégie co-élaborée et mise en œuvre par les Directions d'organisme, tire les laboratoires de l'Institut National des Sciences Biologiques du CNRS vers le biomédical. Rappelons que le CNRS a financé pendant 20 ans des travaux fondamentaux sur les mécanismes de l'immunité innée chez la mouche du vinaigre qui ont été couronnés en 2011 par un prix Nobel de physiologie et de médecine.

Cette vision utilisatrice de la recherche biomédicale conduit le gouvernement à confier les clefs de la recherche biomédicale aux universitaires des hôpitaux qui font la loi sur les sites. Ce sont les luttes de pouvoir résultant de la redistribution des cartes, consécutive aux fusions d'universités en cours qui déterminent le maintien ou non des thématiques sur les sites et décident des restructurations des laboratoires. Les Directions d'organisme accompagnent leurs

décisions ! Qu'importe que cela brise des cohérences scientifiques, rompent des liens entre la recherche et la clinique.

Les dirigeants d'organismes se plaignent de ne pas être entendus par les politiques qui les ont nommés. Pourquoi devraient-ils être entendus ? En se mettant au service des universités, ils mettent en œuvre une politique qui marginalise les organismes dont ils sont les dirigeants.

Depuis le Pacte pour la recherche de 2006, la recherche publique est au service quasi exclusif de la compétitivité des entreprises. C'est pourquoi la recherche est passée d'une organisation axée sur les organismes nationaux à une organisation territorialisée autour des universités. C'est une recherche pilotée dépendante des financements économiques locaux : entreprises et régions dont les scientifiques sont essentiellement les exécutants. Pour cela, la recherche ne doit plus être dirigée par ceux qui sont issus du monde scientifique mais par ceux qui ont la culture de l'entreprise.

Le Commissariat Général à l'Investissement (CGI) dirigé actuellement par l'ancien patron de Renault, sous l'autorité du premier ministre régent l'enseignement supérieur et la recherche. C'est le CGI qui avec les deux premières phases du Programme d'Investissement d'Avenir (PIA) est à l'origine des IDEX, ISITES, des LABEX, EQUIPEX, des SATT, des IRT, des IHU, du plan campus, du campus du plateau Saclay, les instituts convergence. La mise en place des écoles universitaires de recherche et des sociétés universitaires de recherche, prévue dans la phase 3, vont poursuivre la restructuration en profondeur de l'enseignement supérieur et la recherche en France dans les années à venir; sans que le PIA soit discuté au parlement car financé par des crédits qui n'entrent pas dans le budget de l'Etat.

En clair il n'y pas de politique nationale de recherche ! Ce qui amène le PDG du CNRS à s'interroger « *la question qui se pose à la France est de savoir si sa recherche va pouvoir se maintenir au niveau ou si elle va décrocher* ». Ce qui signifie implicitement que poursuivre dans cette voie est synonyme de déclin.

Il faut changer de politique. La recherche publique doit être au service de la connaissance et du développement de la société. Pour cela, elle doit déterminer ses thématiques de recherche en toute liberté. Cette liberté repose sur les financements récurrents et des emplois stables emploi protégés par un statut.

L'avenir de la recherche publique dépend uniquement de l'intervention de ses personnels et de la communauté scientifique.

Il faut empêcher le déclin de la recherche !

ADJOINTS TECHNIQUES
CHERCHEURS
DOCTORANTS
INGENIEURS
PRECAIRES
TECHNICIENS

Rejoignez [le S.N.T.R.S.-C.G.T](#) :

suivre le lien <http://websyndicats.vjf.cnrs.fr/sntrscgt/spip.php?rubrique32>